



Résumé exécutif

La catégorie de pesticides examinée ici, identifiée par les législateurs comme « Candidats à la substitution », est liée à un risque accru de cancer, de malformations congénitales, de maladies cardiaques et d'autres problèmes de santé invalidants. La plupart sont également très nocifs pour la biodiversité et l'environnement. Il est donc facile de comprendre pourquoi les législateurs ont décidé en 2009 de les éliminer progressivement au profit d'alternatives plus sûres. Ce rapport révèle pour la première fois comment cette loi a échoué, à chaque occasion depuis son adoption, dans au moins 278 cas.

Nous montrerons que la cause de cet échec réglementaire est double. Tout d'abord, ce rapport révèle que la Commission européenne et les gouvernements des Etats membres ont contourné l'objectif de la réglementation Pesticides en vigueur en [s'appuyant sur un document de guidance](#) qui la contredit. Ce document a été rédigé par un obscur organisme externe, l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes ou OEPP, qui ne respecte aucune des exigences de transparence et d'indépendance qui s'imposent aux fonctionnaires européens, et qui est profondément compromis par les représentants de l'industrie. Il n'est donc pas surprenant que ce document de guidance incite les régulateurs à approuver les produits chimiques les plus nocifs et à rejeter les alternatives plus sûres en insistant sur des principes et des priorités qui sont absents ou en contradiction avec la loi que le document prétend refléter. Les entreprises, parmi lesquelles BASF, DuPont et Syngenta, ont donc rédigé leurs propres règles dans leur propre intérêt et les fonctionnaires les ont approuvées. Les fonctionnaires sont responsables de la deuxième cause de cet échec, à savoir le rejet de méthodes non chimiques de contrôle des parasites parfaitement viables qui, selon les scientifiques, peuvent réduire

l'utilisation des pesticides. Ils l'ont fait en opposition totale avec la loi en vigueur et au vu et au su de la Commission européenne qui est censée la faire respecter.

Ce rapport est publié à l'occasion du 60ème anniversaire de «Printemps silencieux» ([«Silent spring»](#)), le livre référence qui a été le premier à alerter le monde sur le prix terrible que des pesticides a sur notre environnement et notre santé. Son auteur, Rachel Carson, a mis en garde contre la relation toxique qui s'est formée aux États-Unis entre les fonctionnaires et l'industrie agrochimique. 60 ans plus tard, nous constatons le même type de liens en Europe. Elle mettait également en garde contre le caractère vain d'une utilisation toujours plus accrue de pesticides chimiques, soulignant qu'une guerre contre la nature est, en fin de compte, une guerre malavisée contre nous-mêmes. Le présent rapport note que, toutes ces années plus tard, des scientifiques diligents, sur les traces de Carson, continuent d'avertir qu'une utilisation croissante de produits chimiques est très certainement une voie sans issue, car elle aggrave le problème qu'elle est censée résoudre. L'ère des pesticides pourrait bien toucher à sa fin, disent-ils. Mais avant toute chose, nous devons décider : souhaitons-nous vivre avec cette marée montante de pollution chimique que l'industrie produit et que les autorités entérinent ?

De nombreux d'experts n'appartenant pas à l'industrie s'accordent aujourd'hui pour dire que l'option la plus sage est de passer à des méthodes agricoles durables. Le présent rapport propose une multitude de pistes à suivre aux responsables politiques pour rectifier le tir, notamment en réécrivant le document de guidance ayant conduit à cet échec réglementaire honteux.